



EcoFlash

Réouverture du détroit d'Ormuz : le marché du pétrole entre soulagement et inquiétude persistante

Les États Unis et l'Iran sont parvenus à un accord pour prolonger le cessez-le-feu de 60 jours et réouvrir progressivement le détroit d'Ormuz à la circulation. Les marchés du pétrole ont vite réagi : les cours du Brent ont baissé d'environ 7% depuis l'annonce et de 32% par rapport au plus haut atteint le 29 avril. Ils restent néanmoins supérieurs de 27% à la moyenne du mois de janvier. Malgré cet optimisme, le retour à un début de normalité sur le marché du pétrole prendra vraisemblablement plusieurs semaines.

La réouverture du détroit d'Ormuz ne sera pas immédiate

Des contraintes techniques et logistiques persistent. Même si divers moyens ont été employés, au cours des dernières semaines, pour accroître la circulation dans le détroit, environ 500 navires stationnent à l'ouest du passage. Le déminage de la zone conditionne la reprise d'un trafic fluide. De plus, il faudra plusieurs semaines pour remettre en état de fonctionnement l'ensemble des installations pétrolières, voire des mois dans le cas de l'Irak (le deuxième producteur de l'OPEP).

Des conséquences baissières limitées sur l'inflation européenne

Selon un scénario relativement optimiste, la baisse des cours du pétrole devrait se poursuivre. Les prix du pétrole pourraient diminuer assez rapidement et de façon significative à court terme, et s'inscrire dans un intervalle de prix de 70 à 80 USD/b. En effet, l'afflux de pétrole permis par la réouverture du détroit d'Ormuz s'effectuera alors que la demande s'est progressivement réduite, notamment en Asie, la région la plus dépendante des hydrocarbures du Moyen-Orient. Une première estimation des conséquences macroéconomiques de cet accord pourrait nous amener à réviser à la baisse la contribution de l'énergie à l'inflation *headline* en zone euro d'environ un quart de point pour l'année 2026. Cette baisse de la contribution de l'énergie pourrait se renforcer en 2027.

Des risques à court terme liés à l'accumulation de déséquilibres sur le marché pétrolier

Toutefois, la prudence reste de mise concernant les perspectives à court terme. Cet accord marque le début d'un processus de négociation qui s'annonce difficile. Dans ce contexte, la résurgence de tensions sporadiques en cas de désaccord perturberait la reprise du trafic dans le détroit.

Il convient de souligner que cet accord est signé dans le contexte d'un marché mondial du pétrole à l'équilibre précaire et de moins en moins soutenable. Depuis la signature du premier accord de cessez-le-feu au mois d'avril dernier, deux facteurs ont permis d'amortir les conséquences de la perte nette d'environ 7 millions de barils/jour par le marché : 1/ une accélération marquée de la réduction des stocks stratégiques de pétrole dans l'OCDE (principalement aux États-Unis où la réduction hebdomadaire a atteint en moyenne 8 m/b en mai), 2/ une baisse importante des importations chinoises qui ont atteint, en mai, leur plus bas niveau depuis une décennie. Ces amortisseurs ne sont pas durables et l'Agence internationale de l'énergie anticipe un niveau critique des réserves dans le courant du mois de juillet. Cela aurait un impact haussier significatif sur les prix du pétrole.

Persistance des tensions sur le marché européen du gaz

Sur le marché européen du gaz, cet accord oriente les prix à la baisse mais sur fond de tensions persistantes. La reprise des flux de gaz naturel liquéfié (GNL) atténuera celles qui pèsent sur le marché gazier, déjà réduites par la mise en production de capacités supplémentaires de liquéfaction (aux États-Unis notamment). Cependant, la baisse des prix devrait rester contenue. Environ 17% des capacités de production qataries (20% du commerce mondial de GNL) ont été endommagées. De plus, en Europe, la demande est soutenue par la campagne estivale de reconstitution des stocks. Il faut aussi tenir compte de la forte demande du marché asiatique du gaz, qui est corrélé au marché européen, durant l'été.

Pascal Devaux (avec l'aide de Clara Ngo Ba Do, stagiaire)
Economiste Moyen-Orient, Balkans occidentaux – Énergie
pascal.devaux@bnpparibas.com